

Pakistan : les risques de l'après-inondations

dimanche 26 septembre 2010, par [Le Monde.fr](http://Le_Monde.fr) (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2010).

Les inondations qui ont frappé le Pakistan, laissant dix millions de personnes sans abri, ont provoqué une situation économique et sociale explosive pour un gouvernement déjà affaibli par les tensions politiques. Les agences onusiennes s'inquiètent également des menaces grandissantes de malnutrition pour des millions d'enfants, en raison d'un manque de fonds persistant.

Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), plus de 10 millions d'enfants ont été affectés par les inondations dues à une mousson exceptionnelle, dont 2,8 millions ont moins de cinq ans.

« L'urgence est loin d'être terminée : un grand nombre de femmes et d'enfants n'ont toujours pas pu recevoir l'aide dont ils ont un besoin extrême », a expliqué la porte-parole de l'Unicef Marixie Mercado lors d'un point de presse. *« Le risque de malnutrition menace beaucoup d'entre eux, en particulier les plus jeunes plus vulnérables »,* a-t-elle ajouté.

Le Programme alimentaire mondial a fait part de son inquiétude, soulignant n'avoir jusqu'à présent reçu qu'environ un sixième des 600 millions de dollars nécessaires pour couvrir les besoins alimentaires du pays.

Autre conséquence des inondations pour les jeunes Pakistanais, la destruction des écoles. Selon l'ONU, plus de 10 000 d'entre elles ont été détruites ou endommagées, empêchant des millions d'enfants de poursuivre leur scolarité.

GERMES DE L'INSTABILITÉ POLITIQUE

Cette catastrophe naturelle est venue compliquer une situation humanitaire déjà problématique en raison des combats opposant l'armée pakistanaise aux insurgés islamistes dans le nord-ouest du pays.

En pesant durablement sur l'économie du Pakistan, la gestion des réfugiés porte en elle les germes d'une instabilité politique au moment où la guerre en Afghanistan ne montre aucun signe d'apaisement.

« Si une solution n'est pas trouvée pour loger ces gens et si on ne s'emploie pas à leur fournir des abris, de la nourriture, une assistance médicale et à organiser une réhabilitation de leurs conditions de vie, alors nous risquons d'affronter une instabilité sociale de grande ampleur », estime Kamran Bokhari, directeur de la branche Asie du Sud de Stratfor, compagnie texane spécialisée dans le renseignement mondial. *« En théorie, une telle perturbation peut provoquer la chute d'un Etat ou d'un gouvernement »,* précise Bokhari.

Le gouvernement pakistanais va devoir rapidement mobiliser des fonds et mettre en œuvre une logistique complexe et coûteuse pour démontrer qu'il est capable de gérer la situation. L'armée a assumé la plus grande partie des opérations d'assistance et de secours lors des inondations. Laisser la question des réfugiés aux mains des militaires ne pourrait qu'entamer un peu plus la crédibilité des autorités.

Les experts estiment que la probabilité d'un coup d'Etat militaire demeure faible. Mais, si le pouvoir civil se montre incapable de répondre aux besoins des populations, l'armée pourrait être amenée à prendre elle-même des initiatives. La crainte est de voir les talibans profiter de la situation de dénuement pour recruter des militants.

PERTE DE LÉGITIMITÉ DU GOUVERNEMENT

« Dans une situation de crise, lorsqu'un gouvernement civil perd sa légitimité, il est facile pour l'armée soit de tirer les ficelles en coulisses, soit de placer indirectement des hommes à elle pour se substituer au gouvernement », note l'analyste politique Hasan Askari Rizvi.

Les dégâts provoqués par les intempéries se chiffrent en milliards de dollars, des sommes auxquelles le gouvernement d'Islamabad disposant de peu de fonds ne peut pas faire face.

Dans le même temps, la Banque mondiale et les Etats-Unis font pression pour que le Pakistan adopte des mesures de nature à rassurer les donateurs, notamment en se montrant capable d'utiliser l'aide d'une manière responsable et transparente.

« Etant donné l'ampleur des besoins, il peut y avoir la tentation de la part de donateurs de court-circuiter les structures civiles et de travailler directement avec l'armée pour la distribution de l'aide. Mais cela serait une option dangereuse », estime Samina Ahmed du groupe d'experts International Crisis Group. *« L'armée peut certainement fournir le soutien logistique, mais cela doit se faire sur le contrôle du gouvernement civil et en respectant les objectifs de ce dernier »,* ajoute-t-elle.

P.-S.

* LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 22.09.10 | 15h47 • Mis à jour le 22.09.10 | 16h47